

France 2025 : l'enfance doit être au cœur des politiques publiques

Par Juliette MEADEL, directrice générale de Terra Nova

Plus nous attendons pour intervenir auprès des enfants défavorisés, plus le coût pour la société sera élevé pour corriger à l'avenir les inégalités. Les recherches démontrent les effets positifs d'une politique publique menée dès le plus jeune âge.

Le commissariat général à la stratégie et à la prospective (CGSP) organise aujourd'hui un débat avec la société civile sur le thème : « quelle France en 2025 ? ». Qu'il s'agisse du premier rapport rendu par le CGSP ou même des contributions récentes, notamment de Jacques Attali pour que soient intégrées les perspectives de long terme dans les politiques publiques, aucune de ces contributions ne fait explicitement référence à ce qui constituera la société de demain : la situation économique et sociale des enfants de 0 à 15 ans, et en particulier de 0 à 5 ans. Pourtant, la prise en compte de l'enfance dans les politiques publiques est essentielle et même déterminante et ce pour au moins deux raisons. D'un point de vue économique d'abord, James Heckman, prix Nobel d'économie, a montré que la qualité de la vie pendant la petite enfance déterminait de façon considérable la situation économique et sociale d'un individu tout au long de sa vie, avec des retombées importantes sur l'ensemble de la société. Le fruit de ses recherches permet de dire que la plupart des problèmes économiques et sociaux que rencontre la société américaine : criminalité, sortie du système scolaire, problèmes de santé, auraient pu être évités en améliorant l'environnement social, familial, économique des enfants. Ainsi, en matière éducative, les recherches démontrent avec constance les effets positifs d'une intervention précoce pour les enfants de familles défavorisées et la performance de la dépense publique lorsqu'elle a lieu au bon moment. Un euro dépensé avant 10 ans est bien plus efficace en matière éducative par exemple qu'un euro dépensé après 20 ans : plus nous attendons pour intervenir dans le cycle de vie d'un enfant plus le coût de correction des inégalités sera élevé.

A l'heure où la ressource publique se fait rare, comment peut-on penser l'avenir sans faire de l'enfance un champ d'exploration et d'intervention publique prioritaire ? Pourquoi la question de l'enfance est-elle aussi absente des discours politiques, des recherches et des travaux des prospectivistes et spécialistes des politiques publiques ? Pour des raisons philosophiques et politiques ensuite : le meilleur moyen de construire une société plus juste, plus harmonieuse et moins inégale est d'améliorer l'environnement des enfants les plus défavorisés. Comment mieux mobiliser l'opinion qu'en s'adressant aux parents et grands-parents que nous sommes ? La solidarité entre les générations, effective dans les faits, ne peut que sortir renforcée d'une telle approche.

Pour Terra Nova, les décideurs publics doivent s'intéresser prioritairement à l'amélioration des conditions de vie et d'éducation de la prime enfance ; la fondation réformatrice proposera donc tout naturellement des réformes d'ampleur dans les domaines éducatifs, de santé publique, d'environnement et de logement. Penser l'enfance, dans ses traductions en terme de politique publique et dans son rapport à la société en général doit être l'axe stratégique majeur pour bâtir un nouveau projet de société et donner un avenir à ceux qui auront 20 ans en 2030.